



## **AFRIQUE/RD CONGO - Constitution d'une commission pour vérifier les violations des droits fondamentaux lors de l'expulsion de ressortissants de RDC de Brazzaville**

Kinshasa (Agence Fides) - La République démocratique du Congo (RDC), dont la capitale est Kinshasa, et la République du Congo (capitale Brazzaville) ont constitué une Commission conjointe visant à enquêter sur les violations des droits fondamentaux commises au cours des opérations d'expulsion de ressortissants de RDC de Brazzaville. C'est ce qu'ont décidé les autorités des deux Etats au terme d'une réunion qui a eu lieu à Kinshasa dans le but de résoudre le contentieux né suite à l'opération Mbata ya bakolo qui a porté à l'expulsion de Brazzaville de plus de 130.000 ressortissants de RDC.

Selon les autorités de Brazzaville, l'opération s'est rendue nécessaire pour faire face à la criminalité de rue. Les autorités de Kinshasa répliquent que le gouvernement congolais a agi sans les avoir consultées, créant un grave problème humanitaire et d'ordre public sur l'autre rive du fleuve Congo qui sépare les deux capitales. Différentes personnes expulsées se sont plaintes de violations graves de leurs droits, de violences, de vols et d'humiliations perpétrés par les forces de sécurité ainsi que par certains habitants de Brazzaville.

La presse de Kinshasa s'interroge en outre sur le fait de savoir si se trouvent parmi les expulsés des miliciens hutus rwandais et d'anciens militaires zaïrois (nom de la RDC à l'époque du Président Mobutu, destitué en 1997 au terme de la guerre ayant porté au pouvoir le père de l'actuel Président, Joseph Kabila) qui faisaient partie des milices de Pascal Lissouba, l'adversaire du Président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso. Après leur défaite au cours des deux guerres civiles de la fin des années 1990, certains miliciens de Lissouba ont continué à vivre dans la précarité à Brazzaville, demeurant une force potentiellement déstabilisante au service du plus offrant. Selon la presse de Kinshasa, en les expulsant de Brazzaville, les autorités locales ont éloigné cette menace mais ont aggravé la situation de l'ordre public à Kinshasa. (L.M.) (Agence Fides 04/06/2014)